

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 03/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LE 8ème Art SAS

BP 4

27310 Bourg-Achard

Références : 049/RAPVI/AB/IC230400
Code AIOT : 0010000049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement LE 8ème Art SAS implanté 28150 Les Villages Vovéens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'installation exploitée par la société Le 8ème ART située aux Villages Vovéens était programmée de manière inopinée, dans le but de vérifier sur site le respect des quantités autorisées pour le stockage de produits pyrotechniques ainsi que le respect de l'exploitation de l'installation conformément à l'arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE 8ème Art SAS
- 28150 Les Villages Vovéens
- Code AIOT : 0010000049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Le 8ème ART exploite sur le territoire de la commune des Villages Vovéens, un établissement de stockage d'artifices de divertissement, soumis à autorisation portant sur le stockage relevant de la rubrique 4220.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité du dossier d'autorisation ;
- conditions de stockage ;
- gestion de l'état des stocks.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gardiennage et contrôle des accès - NC1* VI du 05/10/2020 (clôture)	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.5	Lettre de suite d'inspection datée du 16/10/2020	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
2	Entretien des moyens d'intervention - NC2* VI du 05/10/2020	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.7.2 et 7.7.4	Lettre de suite d'inspection datée du 16/10/2020	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
3	Protection contre la foudre - NC3* VI du 05/10/2020	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.3.3	Lettre de suite d'inspection datée du 16/10/2020	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
4	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
6	Zonage des dangers Engendrée par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
7	circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
10	Transports - chargements - déchargements	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.6.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.2	/	Sans objet
8	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.3.2	/	Sans objet
9	Mesures de stockage	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches de constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gardiennage et contrôle des accès - NC1* VI du 05/10/2020 (clôture)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage. La surveillance du site sera assurée par le personnel, aidé d'un dispositif de surveillance durant les heures ouvrées, et par un dispositif de télésurveillance en dehors des heures ouvrées. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, par un grillage résistant de 2 mètres de haut.
Constats : - L'exploitant et la personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité n'ont pas été en mesure d'intervenir rapidement sur les lieux ; - Autres constats : voir partie confidentielle.
Observations : <u>Constat du 05/10/2020 :</u> L'ensemble des installations n'est pas efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie : le grillage constituant la clôture est endommagé sur le côté Nord-Est du site à proximité du RIA proche du dépôt DEP7 (sur une longueur d'environ 6-8 mètres). <u>Constat du 04/07/2023 :</u> L'inspection des installations classées s'est présentée le 04/07/2023 à 9h30 afin d'effectuer une visite d'inspection de l'installation exploitée par la société Le 8ème ART située Les villages Vovéens. Cette visite a été programmée de manière inopinée, dans le but de vérifier sur site le respect des quantités autorisées pour le stockage de produits pyrotechniques ainsi que le respect de l'exploitation de l'installation conformément au dossier de demande d'enregistrement. L'établissement n'étant pas en activité, l'inspection a réussi à joindre l'exploitant par téléphone afin d'effectuer cette visite inopinée. Toutefois, l'exploitant et la personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité n'ont pas été en mesure d'intervenir rapidement sur les lieux. L'inspection prévue le matin même n'a pu se réaliser qu'en début d'après-midi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.7.2 et 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>article 7.7.2. Entretien des moyens d'intervention</u></p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...] Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. [...]</p> <p><u>article 7.7.4. Ressources en eau et mousse</u></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par un poteau d'incendie de 100 mm normalisé (NF 61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placé à moins de 300 mètres du bâtiment par les chemins praticables. Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. En cas d'impossibilité, la défense extérieure contre l'incendie est assurée par les moyens suivants : <ul style="list-style-type: none"> • par une réserve de 120 m³ en s'assurant notamment que : <ul style="list-style-type: none"> a) la plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m² (8 m x 4 m) afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins de sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme devra être assurée par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclu ; b) ce point d'eau est accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès ; c) le point d'eau est signalé et curé périodiquement ; d) la hauteur d'aspiration est inférieure à 6 m ; e) le volume d'eau contenu dans cette réserve est constant en toute saison. <p>Toutefois, lorsque l'alimentation de cette réserve d'eau est assurée par un réseau d'eau communal, la capacité requise peut être réduite du double du débit d'horaire de l'appoint et répondre néanmoins aux conditions précédemment énoncées.</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant tient à jour des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local et l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le poteau incendie présent en extérieur du site n'a pas été contrôlé annuellement et n'est pas fonctionnel. - Le site ne dispose pas de réserve incendie de 120 m3.
<p>Observations :</p> <p><u>Constat NC2* du 05/10/2020 :</u> Le débit fourni par le poteau incendie est insuffisant. La défense contre l'incendie doit être assurée par une réserve incendie de 120 m3.</p> <p><u>Constat du 04/07/2023 :</u> Le poteau incendie présent en extérieur du site n'a pas été contrôlé annuellement et n'est toujours pas fonctionnel. La défense contre l'incendie doit être assurée par</p>

<p>une réserve incendie de 120 m3. Toutefois, il a été constaté que le site ne disposait pas de réserve incendie de 120 m3.</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé les dates des contrôles périodiques effectués sur les extincteurs placés à l'extérieur à proximité des portes des bâtiments 14 et 31.</p> <p>Par courriel reçu le 04/07/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de vérification relatifs à 11 extincteurs pour les années 2023, 2022 et 2020. Ces rapports n'appellent aucune observation de la part de l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection note que l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le rapport de vérification des extincteurs pour l'année 2021.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Protection contre la foudre - NC3* VI du 05/10/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats : Les dispositifs de protection contre la foudre ne sont plus opérationnels et ne répondent pas aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Constat NC3* du 05/10/2020</u> : Le dispositif contre la foudre n'est plus opérationnel.</p> <p><u>Constat du 04/07/2023</u> : Depuis la dernière inspection aucune intervention n'a été réalisée sur les dispositifs de protection contre la foudre. Ils ne sont plus opérationnels et ne répondent pas aux exigences de l'étude technique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Plus précisément, concernant l'inventaire des produits pyrotechniques, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et, le cas échéant, la date de fabrication, et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point. Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné. [...]
Constats : Le registre des produits pyrotechniques stockés ne mentionne pas la nature (phrases de risques ou mentions de danger), la division de risque, le groupe de compatibilité ni le classement des produits dans la nomenclature des installations classées. L'exploitant ne dispose pas de plan général des stockages.
Observations : <u>Constat du 04/07/2023 :</u> Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail l'état des stocks au jour de l'inspection. Les quantités stockées respectent l'arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploiter du 06/08/2019. Cet inventaire des produits pyrotechniques stockés précise les références des articles, leur description (dénomination, diamètre, couleur), leur quantité unitaire ainsi que leurs quantités de matière active en Kg. Toutefois, ce registre n'indique pas : - la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger) ; - la division de risque et le groupe de compatibilité - leur classement dans la nomenclature des installations classées. De plus, l'exploitant ne dispose pas de plan général des stockages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, notamment les fiches de données de sécurité. Les emballages et étiquetages portent en caractères lisibles le nom des produits, leur division de risque et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux ainsi que, le cas échéant, tout marquage réglementaire exigé en application de la réglementation relative au marquage ou au transport des produits explosifs.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 04/07/2023</u> : Le jour du contrôle, il a été constaté que les emballages et étiquetages présents portaient le nom des produits, leur division de risque et les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Zonage des dangers Engendrée par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers Engendrée par l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose d'un plan à jour sur lequel les limites des zones d'effets pyrotechniques sont reportées. Le calcul de ces zones d'effets est justifié.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan sur lequel les limites des zones d'effets pyrotechniques sont reportées.
Observations : <u>Constat du 04/07/2023</u> : L'exploitant ne dispose pas de plan sur lequel les limites des zones d'effets pyrotechniques sont reportées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : - Le site ne dispose d'aucune voie de circulation aménagée. - Aucune règle de circulation n'est définie.
Observations : <u>Constat du 04/07/2023 :</u> Le site ne dispose pas de voies de circulations définies et délimitées. Aucune voie n'est aménagée pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Aucune règle de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement n'est portée à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. L'exploitant s'assure régulièrement de l'isolement des matériels ou appareils pouvant être présents dans l'installation et, le cas échéant, de la mise à la terre de leurs masses. Dans les locaux pyrotechniques, toutes les masses et tous les éléments conducteurs sont interconnectés par une liaison équipotentielle sauf démonstration par l'exploitant qu'il n'y a pas de risques d'amorçage des produits stockés. Cette liaison est réalisée conformément aux normes nationales en vigueur. Une consigne du chef d'établissement fixe la périodicité des vérifications de la liaison équipotentielle.
Constats : L'exploitant a indiqué que le site ne disposait plus d'électricité.
Observations : <u>Constat du 04/07/2023 :</u> L'exploitant a indiqué que le site ne disposait plus d'électricité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les palettes et cartons d'objets pyrotechniques sont disposés dans les bâtiment de manière telle que leur manutention est effectuée sans difficulté. Les principes fondamentaux de manutention sont appliqués : <ul style="list-style-type: none">• le gerbage des palettes est interdit,• le fond des emballages ne dépasse pas une hauteur de 1,60 m pour les emballages manipulés à la main : cette hauteur fait l'objet d'un marquage dans chaque bâtiment,• les précautions de manipulation des emballages sont respectées : non ouverture des colis dans les dépôts, manipulation en douceur, ...
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 04/07/2023</u> : L'inspection a constaté que les palettes et cartons d'objets pyrotechniques sont disposés dans les bâtiment de manière telle que leur manutention est effectuée sans difficulté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Transports - chargements - déchargements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Transports - chargements - déchargements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. [...]
Constats : Le site ne dispose d'aucune zone aménagée pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses pour le chargement et le déchargement.
Observations : <u>Constat du 04/07/2023</u> : Le site ne dispose d'aucune zone aménagée pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses pour le chargement et le déchargement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours